

L'Événement | RDC

Mines contre armements : la dernière carte de Félix Tshisekedi

Depuis la chute de Goma et face à l'avancée des rebelles, le président congolais fait feu de tout bois pour gagner du temps. Il a envoyé des émissaires dans plusieurs capitales pour obtenir leur appui. Et n'hésite pas à mettre dans la balance les actifs miniers de la RDC.

Publié le 05/03/2025 à 5h40 GMT • Lecture 6 minutes • [Olivier Liffra](#)

Aa



Des rebelles du M23 à la frontière séparant les villes de Goma (RDC) et Gisenyi (Rwanda), le 1er mars. © Arlette Bashizi/Reuters

Le président **Félix Tshisekedi** joue son va-tout dans la guerre qui l'oppose au **M23** et son allié rwandais. Alors que les options s'épuisent pour endiguer l'expansion territoriale des rebelles dans les provinces orientales congolaises, le pouvoir mise sur l'une des rares cartes encore à sa disposition : le potentiel minier du pays.

Dans l'urgence, plusieurs équipes ont été dépêchées courant février aux États-Unis pour convaincre l'administration de **Donald Trump** de l'opportunité de sceller un deal. Celui-ci consisterait à sécuriser l'approvisionnement américain des minerais provenant de la RDC en échange d'une pression de Washington sur Kigali.

Parmi les officiels congolais à avoir fait le déplacement outre-Atlantique figuraient des responsables de la **Gécamines**. S'il s'en défend auprès d'Africa Intelligence en précisant ne jouer aucun rôle dans ce dossier, le nom de **Guy Robert Lukama**, président du conseil d'administration de l'entreprise publique minière, est cité par plusieurs sources. On retrouvait également **Patrick Luabeya**, président de l'**Autorité de régulation et de contrôle des marchés des substances minérales stratégiques** (Arecoms). La primature, de **Judith Suminwa Tuluka**, était représentée pour sa part par le ministre des finances, **Doudou Fwamba Likunde**, tandis que la présidence avait dépêché le frère du chef de l'État, **Jacques Tshisekedi**, pour discuter des aspects sécuritaires.

Pensée dans une certaine précipitation, la stratégie du pouvoir congolais est calquée sur l'exemple ukrainien. Elle est motivée autant par la crainte d'un effondrement du pouvoir que par celle de discussions parallèles entre Washington et Kigali qui se feraient à son détriment. Si la liste des actifs mis dans la balance par Kinshasa demeure incertaine, certains groupes présents dans l'ex-Grand Katanga cherchent déjà à profiter de la séquence pour se positionner. C'est le cas du dubaïote **Shalina Resources**, dont la vente de sa filiale **Chemaf** au chinois **Norin Mining** avait été bloquée par la Gécamines (AI du [03/07/24](#)).

La proposition de Kinshasa, dont les modalités demeurent floues, a reçu un accueil mitigé au sein de l'administration américaine. Plusieurs officiels, dont **Peter Pham**, qui attend encore le feu vert du Sénat pour devenir sous-secrétaire d'État aux affaires africaines, ainsi que l'envoyé spécial de Trump sur les "dossiers spéciaux" **Richard Grenell**, ne masquent pas en privé leur manque de confiance à l'égard du pouvoir congolais.

En parallèle des discussions à Washington, Kinshasa s'attelle dans l'urgence à pallier l'effondrement de son dispositif sécuritaire après la débandade de son armée en début d'année dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Il s'agit pour l'État congolais de gagner du temps pour se renforcer avant d'éventuelles négociations avec le M23 et le Rwanda de **Paul Kagame**.

C'est dans cette optique que Jacques Tshisekedi, dans la foulée de son séjour américain, s'est discrètement rendu aux Émirats arabes unis (EAU). Il y était accompagné du conseiller privé du chef de l'État congolais **Kahumbu Mandungu Bula**, dit "Kao", qui fait office de missi dominici entre Félix Tshisekedi et **Mohammed bin Zayed Al Nahyan** (MbZ). L'objectif du voyage était de négocier en urgence la livraison d'équipement militaire.

Gisement de cuivre et de cobalt

Au cours de leur séjour entre Dubaï et Abu Dhabi – au Four Seasons de l'île Al Maryah –, les deux hommes se sont entretenus avec des responsables de la puissante **International Holding Co** (IHC), de **Tahnoon bin Zayed Al Nahyan**, frère de MbZ et conseiller à la sécurité nationale. Dans les discussions avec les Émiratis, la partie congolaise a fait part de la récente disponibilité d'un site minier dans la province du Lualaba (sud-est de la RDC). Il s'agit du gisement de cuivre et de cobalt de Musonoï East, près de Kolwezi, dont les réserves sont réputées considérables. Selon plusieurs sources, "Kao" et le frère du président ont demandé au moins 250 millions de dollars d'avance pour son obtention.

Propriété de la Gécamines, ce site avait fait l'objet d'un protocole d'accord, conclu dans la plus grande confidentialité en juillet 2021 avec la société **Guma Group**, propriété de **Robert Gumede**. Ce millionnaire sud-africain est coutumier des cercles de pouvoir à Kinshasa, où il est réputé proche de l'ancien grand argentier congolais **Nicolas Kazadi**. Ces dernières années, il a gravité en RDC autour de négociations comportant des volets d'armement.

Le 4 février, quelques jours après la prise de Goma, le directeur général de la Gécamines, **Placide Nkala Basadilua**, a adressé à Robert Gumede un courrier, consulté par *Africa Intelligence*, dans lequel il lui annonce la fin du protocole d'accord sur le site de Musonoï East. Une décision qui intervient, selon Placide Nkala Basadilua, après l'échec des discussions entamées en décembre 2023 pour relancer le développement du projet minier. Et le courrier finit par conclure : *"La Gécamines ne peut laisser ce périmètre immobilisé plus longtemps et se voit contrainte de clore cette phase de discussions."*

L'option russe

Dans sa quête de soutien, Kinshasa s'est également attaché à explorer d'autres options, y compris celle de la Russie. Même si cette dernière apparaît à contre-courant de la diplomatie résolument pro-occidentale de Félix Tshisekedi depuis son arrivée à la présidence, en 2019. Pour sonder le positionnement de Moscou, le pouvoir congolais a dépêché courant février l'un de ses émissaires dans la capitale russe. Il s'agissait du conseiller à la présidence **Théo Mbiye**, qui officie depuis quelque temps dans les dossiers miniers de l'ex-Grand Katanga – notamment sur celui particulièrement épineux d'**Eurasian Resources Group** (AI du [28/11/24](#)). De quoi alimenter, là aussi, le scénario d'un autre deal, avec l'octroi de concessions minières.

Contacté par *Africa Intelligence*, Théo Mbiye n'a pas donné suite à nos sollicitations. Il apparaît toutefois que le pouvoir russe, déjà fortement accaparé par l'Ukraine, semble peu disposé à s'impliquer dans le dossier congolais.

Cela n'a pas empêché Kinshasa de se tourner depuis vers l'un des principaux alliés de la Russie sur le continent, à savoir la junte malienne d'**Assimi Goïta**. Le 22 février, dans la foulée de sa participation à Dakar au conseil des ministres de l'**Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires** (Ohada), le ministre congolais de la justice, **Constant Mutamba**, s'est rendu à Bamako pour remettre à Goïta un message personnel au nom du chef de l'État.

Conscient de son relatif isolement diplomatique sur le continent, le pouvoir tente de s'appuyer sur l'un de ses rares alliés africains : le Tchad de **Mahamat Idriss Déby**, que Félix Tshisekedi connaît bien pour avoir officié comme facilitateur de la **Communauté économique des États de l'Afrique centrale** (CEEAC) sur la transition politique dans le pays. Le 18 février dernier, il lui a remis un message personnel par l'entremise de son ministre de l'intégration régionale, **Didier Mazenga Mukanzu**.

Dans la foulée, une équipe d'experts militaires congolais s'est rendue à N'Djamena pour discuter des modalités d'un éventuel appui militaire à Kinshasa. La partie tchadienne, qui étudiait sérieusement cette option au nom du rapprochement entre les deux pays, semble maintenant peu encline à s'engager plus avant dans ce soutien. L'état-major de l'armée, en particulier, a émis un avis défavorable à une intervention bilatérale. La perspective du déploiement d'un contingent dans l'Est congolais, très différent des théâtres d'opérations habituels de l'armée tchadienne, supposerait de surmonter des défis logistiques considérables.

Crainte d'une volte-face de Ndayishimiye

Seul le Burundi d'**Évariste Ndayishimiye** maintient jusqu'à présent une importante force militaire pour faire barrage au M23. Quelque 10 000 unités de la **Force de défense nationale du Burundi** (FDNB) étaient déployées jusqu'en février dernier dans l'Est congolais. L'offensive des rebelles a conduit Gitega à opérer le retrait d'une grande partie de ses troupes pour sécuriser sa frontière, avant de les redéployer ces derniers jours sur certaines positions au nord de la localité d'Uvira, menacée par le M23.

Kinshasa, qui contribue financièrement au déploiement des forces burundaises, craint toutefois une volte-face du président Ndayishimiye. Des inquiétudes ravivées par la venue mi-février à Kigali de plusieurs sécuocrates burundais pour discuter d'une désescalade des tensions entre les deux pays. Ces échanges ont accrédité la thèse, côté congolais, d'un accord verbal de Gitega avec Kigali pour éviter l'affrontement, en particulier à Uvira, à proximité immédiate de Bujumbura.

Bien qu'il ait réaffirmé son soutien à Kinshasa, Évariste Ndayishimiye a conscience des remous au sein de son armée, où certains officiers supérieurs questionnent le bien-fondé de l'opération de la FDNB sur le sol congolais. D'autant plus que cette dernière a subi de lourdes pertes mi-janvier lors d'affrontements à Ngungu, dans le Nord-Kivu.

Olivier Liffran

© Copyright Africa Intelligence. Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 109802889

[Défense](#)

À lire aussi

Entourages | RDC
Du sport à la musique, les stratégies du "soft power" de Kinshasa

[Diplomatie](#) | 07.02.2025



L'Événement | RDC
Les intriguants bénéficiaires des paiements de la dette publique

[Finance, Politique](#) | 20.12.2024

